

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 6266 C°

Service Central: Commercial

Région: —

OBJET DE LA CONSULTATION

P.V. d'avis p. le Service du Contrôle des prix pour
majoration illicite à raison du remboursement
dont est grevé un envoi de vin déposé
de Marseille-Arenne à Bully Grenay

Références :

Observations :

S.N.C.F.

yr

SERVICE COMMERCIAL

Paris, le 20 janvier 1943

3ème Division

Monsieur le Chef du Service

Dr N° 534-94
42.33.463

du Contentieux

V.R. SJ Dr N° 6266 C



En réponse à votre lettre du 21 septembre 1942, dont référence en marge, je vous informe que, d'après les renseignements qui nous ont été fournis par le Service du Contrôle des Prix, le Chef de gare de Bully-Grenay a été désigné dans le procès-verbal en tant que détenteur de la marchandise, conformément à la méthode employée en matière de contraventions aux lois et règlements sur les contributions indirectes.

Mais l'immunité est acquise de plein droit à cet agent et les poursuites sont engagées exclusivement contre l'expéditeur.

/LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

[Signature]

h. Colombel
21-1-43
f

21 septembre 2

SJ

6266^{Co}

Monsieur le Directeur du Service Commercial
(5ème Division)

V.R.: 534-94
42-33.463

1 dossier.

En vous retournant ci-joint le dossier que vous avez bien voulu me communiquer pour avis, par votre lettre du 18 septembre courant et qui concerne la saisie, pour hausse illicite, de fûts de vin grevés d'un remboursement, j'ai l'honneur de vous faire connaître ce qui suit :

Notre gare ne pouvait s'opposer à la saisie pratiquée par le Service de Contrôle économique. Mais c'est à tort que procès-verbal a été dressé contre notre agent pour participation au délit de majoration illicite relevé contre le vendeur de la marchandise (articles 36 et 37 de la loi du 21 octobre 1940 modifiée par celle du 7 août 1942, dit Code des prix).

Il résulte, en effet, nettement des termes mêmes et de l'esprit de cette loi qu'elle vise essentiellement la vente ou l'achat de produits ainsi que la prestation de services. Or, le rôle du transporteur, à l'égard du remboursement dont une expédition est grevée, se borne à exécuter, conformément au tarif et accessoirement au contrat de transport, le mandat de recouvrer tout ou partie du prix de la marchandise, opération qui ne peut au regard du transporteur, être assimilée à la vente de cette marchandise.

Le rédacteur du procès-verbal commet donc un abus de mots en nous faisant grief d'avoir "accepté de faire payer un prix supérieur à celui taxé". En nous chargeant d'encaisser ce prix, nous ne sommes pas plus intervenus dans sa fixation que ne le font les Banques ou l'Administration des Postes, lorsqu'elles procèdent à un recouvrement de fonds pour le compte d'un commerçant.

M. Durand a reçu copie

Ainsi que vous le faites observer, si le montant du remboursement est limité par les tarifs généraux à la valeur de la marchandise, cette disposition qui vise, en cas de souffrance de l'expédition, à sauvegarder les intérêts du chemin de fer, ne saurait être interprétée comme entraînant pour lui l'obligation de vérifier la conformité des prix aux taxes homologuées. Mais, même si l'on voulait attribuer semblable portée à l'article 22 des tarifs généraux, il serait impossible, sans ajouter aux dispositions du Code des prix, qui, en raison de son caractère répressif, doit être interprété strictement, d'assimiler cette obligation tarifaire au délit de majoration illicite.

Je vous serais très obligé de vouloir bien me tenir au courant de l'issue de la démarche que vous envisagez de faire auprès du Service du Contrôle économique.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

M/T

le 18 Septembre 42

SERVICE COMMERCIAL

54, Boulevard Haussmann

PARIS - IX

Monsieur le Chef

Tél. : TRinité 76.00

du Service du Contentieux

R. C. Seine 276.448 B

32. DIVISION

Réf. 534 - 94
42-33.463

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint un dossier ayant trait à la saisie par le Service du Contrôle des prix, pour hausse illicite, de fûts de vin de liqueur grevés d'un remboursement ne correspondant pas à la valeur officielle du produit, et à l'établissement d'un procès-verbal contre la S.N.C.F.

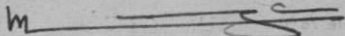
Nous observons à ce sujet que si l'expéditeur peut, aux termes de l'article 22 des Tarifs Généraux, grever l'envoi d'un remboursement pouvant atteindre la valeur de la marchandise, cette faculté donnée au public ne saurait entraîner pour le chemin de fer l'obligation de vérifier le prix des marchandises qui lui sont remises en vue de leur expédition, et de supporter la responsabilité d'un dépassement éventuel par rapport aux prix homologués.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire part de votre avis sur cette affaire, afin de me permettre d'intervenir

...

en connaissance de cause, auprès du
Service du Contrôle des prix.

/LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

m